



Université
de Montréal



UNIVERSITÉ
LAVAL

HEC MONTRÉAL

APPEL DE COMMUNICATIONS

Les entreprises multinationales, les chaînes de valeur mondiales et la régulation sociale

Colloque international du CRIMT

6 au 8 Juin 2011, HEC Montréal, Montréal, Canada

[Date limite repoussée au 17 janvier 2011](#)

Dans le cadre de son projet des Grands travaux de recherche concertée, le **Centre de Recherche Interuniversitaire sur la Mondialisation et le Travail (CRIMT)** organise un colloque international sur les entreprises multinationales, leurs chaînes de valeur mondiales et les formes émergentes de régulation du travail. Ce colloque aura lieu à Montréal (Canada), les 6, 7 et 8 juin 2011.

Le déploiement des **entreprises multinationales (EMNs)**, par l'entremise de leurs chaînes de valeur désormais mondiales, caractérise la phase actuelle de mondialisation. L'analyse de leur développement est critique pour la compréhension des dynamiques de régulation du travail et de l'emploi. Ces firmes n'évoluent pas en marge de la société; elles structurent les systèmes économiques nationaux et influencent le développement des politiques publiques. La recherche s'intéresse à la manière dont ces sociétés contrôlent leurs filiales et gèrent l'emploi, à la façon dont elles s'ajustent, souvent de façons contrastées aux différents contextes sociétaux et aux facteurs susceptibles d'expliquer ces contrastes, en particulier aux effets institutionnels du pays d'origine et du pays d'accueil.

L'analyse des **chaînes de valeur mondiales** (ou réseaux de production mondiaux) dirige l'attention sur le redéploiement des activités des EMNs au travers des frontières nationales et des réseaux. Les possibilités accrues pour les firmes de délocaliser ou relocaliser leurs activités de production en vue de trouver la localisation optimale entrent souvent en conflit avec les politiques publiques, ainsi que les logiques et dynamiques des rapports de travail, mettant ainsi en jeu la capacité des autorités nationales à réguler les relations de travail et l'emploi au sein des EMNs. Ceci soulève des questions quant aux motifs qui sous-tendent la restructuration des activités et des fonctions de l'entreprise, et quant à l'impact de ces changements sur les conditions de travail d'une extrémité à l'autre de la chaîne de valeur.

Les manières dont les EMNs et leurs chaînes de valeur transcendent les régimes d'emploi nationaux et supranationaux mettent en lumière le problème de la territorialité institutionnelle. Se développe dès lors un processus de restructuration institutionnelle et d'hybridation par lequel les acteurs collectifs traditionnels et nouveaux de même que d'autres parties

prenantes cherchent à réguler les entreprises, au sein et au-delà des frontières nationales. Dans le cadre de ces processus contestés, les acteurs tentent de mobiliser les sources nationales et supranationales de réglementation du travail au moyen de divers mécanismes de régulation sociale. Nous sommes particulièrement intéressés à la façon dont les différentes formes de **régulation sociale** interagissent, ainsi que par leur efficacité relative à améliorer la protection des travailleurs et leur capacité à faire valoir leur point de vue au niveau de l'entreprise et au-delà.

Cet appel de communications invite à des contributions originales sur les thèmes suivants :

1) EMNs et systèmes économiques nationaux. Comment les EMNs contrôlent-elles leurs filiales et comment gèrent-elles l'emploi ? Comment et pourquoi s'ajustent-elles de façons contrastées selon les différents contextes sociétaux ? Quelle est l'importance des variations institutionnelles, organisationnelles, d'acteurs et de politiques publiques entre le pays d'origine et le pays d'accueil ? Comment les acteurs élaborent-ils leurs stratégies et façonnent-ils les pratiques et les politiques des EMNs en matière d'emploi?

Les thèmes principaux abordés incluent : les influences du pays d'origine et du pays d'accueil ; les effets de domination ; l'impact de l'imbrication des pratiques des EMNs ; les micro-politiques de contrôle au sein des EMNs ; la question de savoir s'il y a transfert de pratiques uniformes à travers le monde ou adaptation de celles-ci aux contextes locaux ; la gouvernance d'entreprise ; l'importance des ressources humaines et de l'emploi dans un contexte de changement de propriété et de direction.

2) Chaînes de valeur mondiales (CVMs) / réseaux de production mondiaux. Comment la reconfiguration des CVMs affecte-t-elle la gestion du travail et de l'emploi ? Quelles en sont les conséquences, d'une extrémité à l'autre des CVMs, pour les acteurs locaux (travailleurs, syndicats, managers, ONGs et gestionnaires publics) ? De quelles manières les initiatives en matière de politiques publiques opérées à différents niveaux (supranational, national, sectoriel, régional) affectent-elles les CVMs ? À l'inverse, comment la reconfiguration des CVMs affecte-t-elle les politiques publiques aux différents niveaux et quelles en sont les conséquences sur le travail et l'emploi ?

Les thèmes principaux abordés incluent : les modèles de reconfiguration des chaînes de valeur, comprenant les rapports entre les entreprises et les sites où les coûts sont tantôt faibles, tantôt élevés ; les liens entre les EMNs et leur CVMs, y compris le transfert de pratiques entre les EMNs et les petites et moyennes entreprises ; les stratégies des acteurs et des politiques publiques pour la régulation du travail et de l'emploi dans les CVMs des économies développées et émergentes ; les restructurations d'entreprises au sein des CVMs ainsi que leurs impacts sociaux et sur le travail.

3) Architecture émergente de la régulation sociale. Les anciens cadres et les nouveaux mécanismes de régulation sociale peuvent-ils promouvoir le travail décent et durable au sein des EMNs et à travers les CVMs ? Comment les acteurs collectifs et les parties prenantes cherchent-ils à réguler les EMNs et les CVMs, à l'intérieur et au-delà des frontières nationales ? De nouveaux acteurs et institutions de régulation sociale émergent-ils à différents niveaux et, si oui, comment interagissent-ils les uns avec les autres, ainsi qu'avec les formes existantes de régulation ? Quelles sont les alternatives sociales et en matière de politiques publiques concernant la régulation sociale du travail et de l'emploi au sein des EMNs et des CVMs ?

Les thèmes principaux abordés incluent : l'interaction entre les sources nationales et supranationales de réglementation du travail et de l'emploi ; les initiatives liées à la responsabilité sociale des entreprises et aux codes de conduite ; les accords-cadres internationaux et autres instruments normatifs ; les liens et effets entre les différents types

de régulation ; les implications de cette architecture naissante quant aux stratégies des acteurs et des politiques publiques.

Les approches comparatives et les ateliers abordant les rapports entre ces thèmes sont particulièrement bienvenus.

Soumission des propositions

Les personnes intéressées sont invitées à soumettre une proposition de communication originale en anglais ou en français. Ces propositions peuvent être théoriques, analytiques, empiriques ou orientées sur les politiques publiques. Nous encourageons également les propositions d'ateliers (quatre communications sur un même thème, ou trois communications accompagnées d'un commentaire).

Toutes les propositions seront sujettes au processus de sélection mis en place par le comité organisateur. Nous ferons tout en notre possible pour fournir une réponse rapide à ceux qui nous auront soumis une proposition afin qu'ils puissent solliciter le financement nécessaire à leur participation au colloque. Tous les participants devront assurer leurs frais de séjour et défrayer le coût d'inscription au colloque (300\$ canadiens).

La date limite pour la soumission des propositions est **repoussée au 17 janvier 2011**.

Les propositions de communication doivent comporter au maximum 2 pages et décrire la nature de l'étude, l'approche méthodologique et les principales lignes analytiques poursuivies. Les propositions d'atelier doivent comporter un maximum de 3 à 5 pages et présenter l'activité dans son ensemble, décrire de manière succincte chacune des contributions (voir les détails sur des propositions de papiers ci-dessus) et préciser l'affiliation institutionnelle de chacun des participants.

Toutes les propositions doivent être envoyées par courrier électronique à l'attention de Nicolas Roby, coordonnateur scientifique du CRIMT (nicolas.robby@umontreal.ca). Pour d'autres mises à jour concernant l'organisation du colloque, veuillez consulter le site du CRIMT au www.crimt.org.

Les auteurs devront soumettre une première version complète de leur communication avant le **1er mai 2011**, afin de les rendre disponibles aux participants au moment du colloque sur un site Internet développé à cette fin. Quelques-unes des communications seront choisies pour être soumises à des numéros spéciaux de revues scientifiques.

Le comité organisateur du Centre de Recherche Interuniversitaire sur la Mondialisation et le Travail (CRIMT) et ses partenaires du milieu de la recherche entrevoient des discussions riches et des plus stimulantes. Nous espérons que ce colloque rassemblera des universitaires et des praticiens de différents pays et perspectives, afin d'améliorer notre compréhension des défis d'un monde du travail et de l'emploi en changement.

Certains des meilleurs experts sur les entreprises multinationales, les chaînes de valeur et la régulation sociale figurent déjà au programme. De leur nombre, Mark Anner (Penn State), Jennifer Bair (University of Colorado), Fang Lee Cooke (Royal Melbourne Institute of Technology-RMIT), Isabelle Daugareilh (Bordeau IV), Renée-Claude Drouin (Montreal), Anthony Ferner (DeMontfort University), Patrice Jalette (Montreal) et Glenn Morgan (Cardiff Business School) prononceront des conférences plénières.

Mentionnons également les présences confirmées de Phil Almond (DeMontfort), Jacques Bélanger (Laval), Graciela Bensusan (UAM), Jorge Carrillo (El Colegio di Mexico), Paul Edwards (Warwick), Tony Edwards (Kings College London), Peter Fairbrother (RMIT), Judy

Fudge (Victoria), Patrick Gunnigle (Limerick), John Holmes (Queen's), Jonathan Lavelle (Limerick), Christian Lévesque (HEC Montreal), Paul Marginson (Warwick), Anthony McDonnell (Newcastle), Marie-Ange Moreau (European University Institute), Marta Novick (Ministerio de Trabajo, Empleo y Seguridad Social, Argentina), Tod Rutherford (Syracuse) et Olga Tregaskis (De Montfort), pour ne nommer que ces derniers, qui interviendront dans le cadre d'ateliers thématiques.

Pour le comité organisateur :

Renée-Claude Drouin (Université de Montréal)
Francine Jacques (CRIMT)
Patrice Jalette (Université de Montréal)
Christian Lévesque (HEC Montréal)
Gregor Murray (Université de Montréal)
Nicolas Roby (CRIMT)